

ROMÉO DALLAIRE

avec Jessica Dee Humphreys

LA PAIX

LE PARCOURS D'UN GUERRIER

UNE RÉFLEXION

aussi personnelle qu'originale
sur le sens des conflits et de la paix,
par l'auteur de *J'ai serré la main du diable*

 Libre
Expression



ROMÉO DALLAIRE

avec Jessica Dee Humphreys

LA PAIX

LE PARCOURS D'UN GUERRIER

Traduit de l'anglais (Canada)
par Paul et Nicolas Gagné

 Libre
Expression

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	11
PARTIE I.....	25
L'enfer.....	27
Duperie.....	39
Désintérêt.....	57
Égoïsme.....	71
Ignorance.....	79
Peur.....	89
Altérisation.....	97
Haine.....	109
Vengeance.....	115
Déni.....	121
PARTIE II.....	127
Le purgatoire.....	129
Trêves.....	137
Statu quo.....	143
Désordre.....	155
Dilemmes.....	165
Inégalité.....	177
Irresponsabilité.....	185
Révolutions.....	195

Renaissance	211
<i>Giubuntu</i>	217
PARTIE III	225
La paix	227
Éthos.....	235
Leadership.....	241
Prévention	247
Sécurité.....	255
Intégration	261
Lexique.....	269
<i>Sans frontières*</i>	275
Justice.....	283
La Paix	289
LECTURES SUPPLÉMENTAIRES	295
REMERCIEMENTS	301
À PROPOS DE L'AUTEUR	303

PARTIE I



L'ENFER

En l'Enfer quand d'abord je dus plonger si bas

DANTE, *ENFER*, CHANT XII
(*LA DIVINE COMÉDIE*, TOME I, P. 97)

Au printemps 1994, le Rwanda, minuscule pays africain, est devenu un véritable enfer. Des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants abattus. Des millions de mutilés qu'on a laissés croupir. Des bébés tués dans le ventre de leur mère. Des aînés râlant dans des tranchées boueuses. Des filles coupées en deux. Des rivières rouges de sang. Ce n'était pas la guerre telle qu'on me l'avait apprise. C'était l'enfer sur Terre.

Ce que j'ai vu au Rwanda il y a trente ans est resté gravé dans ma mémoire et continue de me hanter. Beaucoup, cependant, ont oublié ce qui s'y est passé. Beaucoup ne l'ont jamais su. Certains d'entre vous qui lisez ce livre n'étaient même pas nés. Pour eux et pour vous, je vais procéder à un résumé. Je veux que vous vous rappeliez, que vous sachiez et, surtout, que vous compreniez les échecs catastrophiques et évitables qui ont mené au génocide et qui ont perduré, afin de les reconnaître lorsque vous les reverrez. Vous devez y voir l'origine et le présage de *toutes* les atrocités de masse

et de *toutes* les guerres ; peut-être pourrez-vous ainsi les prévenir. Car le Rwanda n'est qu'un exemple particulièrement cauchemardesque des nombreux conflits qui, dans les États instables, tournent au drame humain. Il n'a été ni le premier ni le dernier de ces enfers sur Terre, lesquels fauchent des vies et empêchent l'éclosion du monde pacifique dont nous rêvons.

On a appelé les cent dernières années le « siècle des génocides ». Peu de régions du globe ont échappé aux tueries de masse visant à éliminer un groupe ethnique ou politique précis : trente-cinq millions de Chinois, dix millions et demi de Slaves, six millions de Juifs européens, trois millions de Cambodgiens, un virgule six million de Tibétains, un million et demi de Bengalis, un million et demi d'Arméniens, un million de Vietnamiens, 500 000 Indonésiens, 8 000 Bosniaques musulmans et d'innombrables Autochtones des Amériques.

L'Afrique est loin d'avoir échappé à ces horreurs : le génocide des Amharas et des Agew en Éthiopie ; des Nuers, des Noubas et des Dinkas au Soudan du Sud ; des Isaaq au Somaliland ; des Ndébélés et des Kalangas au Zimbabwe, événement connu sous le nom de Gukurahundi ; des Darfouriens au Soudan ; des Igbos au Nigeria ; des Héréros et des Namas en Namibie ; et, bien sûr, des Tutsis au Rwanda. Cependant, l'idée de destruction humaine de masse a été importée en Afrique par des Européens blancs à l'époque de la colonisation, mot savant qui euphémise commodément l'asservissement, le pillage, le viol, l'oppression, l'humiliation et le massacre des populations indigènes que Français, Britanniques, Belges, Prussiens, Espagnols,

Néerlandais, Portugais et autres pillleurs criminels ont choisi d'avilir pour s'enrichir.

J'entends trop souvent, dans ces pays, l'Afrique décrite comme un continent « enclin à la violence », dont les conflits postcoloniaux sont attribuables au « tribalisme ». Avant d'abandonner les populations locales à leur sort dans les années 1960, les puissances européennes auraient, selon ce discours, empêché le déferlement de cette violence. En réalité, ce sont les atrocités et les mauvais traitements de l'époque coloniale qui ont depuis ouvert la voie à des horreurs comme le génocide rwandais.

L'extermination de groupes précis d'êtres humains qu'on traite comme des moins que rien indignes de droits ou de protection n'est ni nouvelle ni même récente, pas plus qu'elle n'est originaire d'Afrique. Contrairement à ce qu'on nous apprend, le massacre de masse déshumanisant a été conçu et modélisé par des États riches, de puissantes dynasties impériales qui ont autorisé et profité d'énormes abus de pouvoir². Au cours de l'histoire, de nombreuses nations puissantes ont éliminé des peuples dont le seul crime aura été de vivre pacifiquement sur des terres auxquelles elles

2. Notre lexique actuel ne suffit pas pour décrire plusieurs idées nouvelles et perspectives changeantes ; je reviendrai plus en détail sur cette question dans la partie III. Par exemple, les distinctions que nous établissons entre « tiers monde » et « premier monde » ou entre pays « développés » et « en voie de développement » sont hiérarchiques et présupposent qu'il existe un stade supérieur vers lequel tous tendent. Le clivage « Ouest »/« Sud » est inexact, car il ne tient pas compte de pays comme le Japon, Cuba et l'Australie. Celui entre pays « riches » et « pauvres » fonctionne lorsqu'il est clair qu'on parle de PIB, mais il a ses limites : plusieurs pays riches en ressources ont un faible PIB, et plusieurs populations pauvres vivent dans des pays riches. Je m'efforcerai de nommer les groupes d'États de façon plus descriptive : « industrialisé », « subsaharien », « indigène », « européen », « nord-américain ». Ce procédé entraîne l'utilisation de plus de syllabes, mais j'espère qu'il sera plus précis et moins offensant.

se sont vaguement intéressées, que ce soit les Belges au Congo, les Britanniques en Inde, les Espagnols, les Français et les Britanniques dans les territoires des Autochtones de l'Amérique du Nord, les Américains dans les futurs États-Unis, les Français à Madagascar, les Portugais en Angola, les Italiens en Éthiopie, les Japonais en Chine, les Espagnols au Mexique, les Allemands en Namibie, et ainsi de suite.

Revenons à l'exemple cauchemardesque que je connais le mieux. Avant la colonisation européenne, plusieurs royaumes étaient établis dans la région des Grands Lacs africains. Les collines verdoyantes aux abords du lac Kivu étaient majoritairement habitées par les Hutus, qui cultivaient la terre, et par les Tutsis, plus petit groupe se consacrant surtout à l'élevage du bétail. Cette activité étant un peu plus lucrative que l'agriculture, un déséquilibre économique a émergé au fil des siècles entre ces deux groupes au départ très semblables.

Lorsque les Belges ont établi un régime colonial brutal au Rwanda, ils ont décrété qu'il existait une différence *ethnique* entre Hutus et Tutsis et déshumanisé ces deux populations en les évaluant et en les classant à l'aune de critères eurocentriques arbitraires. Les cartes d'identité sont devenues obligatoires pour tous, et les Tutsis, jugés un peu plus grands et plus pâles, et donc plus européens en apparence, ont reçu un traitement de faveur. Les petites différences entre les deux groupes se sont transformées en inégalités, d'où des rancœurs tenaces.

Au lendemain de l'indépendance du Rwanda en 1962, la majorité hutue s'est révoltée contre l'« élite » tutsie. Il

s'ensuivra des décennies de conflits interethniques. De nombreux Tutsis se sont réfugiés dans les pays voisins : l'Ouganda, le Burundi et la République démocratique du Congo (RDC) d'aujourd'hui. En 1990, des Tutsis exilés en Ouganda depuis des décennies ont envahi leur terre natale et réussi à s'ancrer dans le nord du pays. Six cent mille Hutus ont ainsi été déplacés.

Lors d'une réunion tenue à Arusha, en Tanzanie, en juillet 1993, après des mois de négociations, le gouvernement rwandais majoritairement hutu et le Front patriotique rwandais (FPR) tutsi, soumis à d'énormes pressions étrangères, ont accepté de participer à des négociations visant la conclusion d'un accord de paix. Les accords d'Arusha devaient signifier la fin de la longue guerre civile, permettre un partage du pouvoir garantissant la sécurité des deux peuples et mettre un terme à la domination des Hutus en accordant des sièges aux partis d'opposition et au FPR tutsi au sein d'un gouvernement de transition chargé d'organiser des élections démocratiques dans les deux années suivantes. Il a également été convenu que la mise en œuvre de ces accords serait surveillée et soutenue par la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR), dont je serais le commandant.

Travaillant de bonne foi avec les deux parties, je me suis rendu compte que, malgré les apparences, les choses ne seraient pas si simples. J'ai appris qu'à plusieurs endroits, dont le village natal du président hutu, on constituait des stocks d'armes. J'ai entendu dire qu'on importait plus de machettes qu'il n'en fallait pour moissonner et empêcher

la jungle d’envahir les terres agricoles. Dans les écoles, les élèves étaient séparés en fonction de l’appartenance ethnique indiquée sur leurs cartes d’identité gouvernementales. Les Tutsis d’un côté, les Hutus de l’autre. Les Interahamwe, un groupe de jeunes proches du parti hutu extrémiste, devenaient de plus en plus belliqueux et, selon certaines rumeurs, étaient entraînés par des miliciens dans la forêt de Nyungwe, au sud-ouest du pays. Même si, pour des raisons inexplicables, on n’avait pas assigné d’interprète kinyarwanda à ma mission, nous avons noté le ton de plus en plus menaçant de la RTL, la radio des extrémistes hutus. Le 11 janvier 1994, après qu’une source fiable m’eut confirmé l’existence d’un plan visant l’« extermination » des Tutsis, j’ai envoyé à mes supérieurs aux Nations unies ce qu’on a surnommé depuis le « fax du génocide », dans lequel j’ai écrit que nous avions l’intention de passer à l’action dans les trente-six heures : désarmer les jusqu’au-boutistes en attaquant (après reconnaissance) leurs caches d’armes.

Une telle attaque me semblait pleinement justifiée, car elle cadrait avec l’objectif de ma mission, à savoir la mise en œuvre d’un accord de paix. L’ONU, dans sa réponse, préconisait un objectif différent : « le souci primordial était la nécessité d’éviter de se lancer dans un type d’action qui risquait de déclencher l’usage de la force³ [...] ». Conformément au chapitre VI de la Charte des Nations unies,

3. *Rapport de la Commission indépendante d’enquête sur les actions de l’Organisation des Nations unies lors du génocide de 1994 au Rwanda*, 1999, p. 12, <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N99/395/48/PDF/N9939548.pdf?OpenElement>. (N.d.T.)

dont relevait ma mission, lequel n'autorise le recours à la force que pour se défendre, on m'a ordonné de suspendre l'opération.

Dans les trois mois qui ont suivi, j'ai continué de travailler à l'application des accords de paix avec le FPR tutsi et le gouvernement hutu, tout en insistant avec véhémence auprès du Département des opérations de maintien de la paix (DOMP) de l'ONU sur le fait qu'il était impossible de contrecarrer le projet des extrémistes sans s'attaquer aux caches d'armes. Je n'ai eu de cesse de répéter à mes supérieurs onusiens que l'impasse politique et l'évidente escalade des actions subversives (assassinats, émeutes, attaques contre les modérés) étaient susceptibles d'engendrer une situation catastrophique à laquelle je serais incapable de faire face, faute de moyens (troupes, munitions et armes).

À force de les harceler, j'ai fini par les convaincre. Quelques semaines avant le début du génocide, on m'a autorisé à mener ces opérations. Mais il était trop tard. Nous avions perdu l'occasion d'entraver les préparatifs du massacre à venir.

Le 6 avril 1994, l'avion du président rwandais a été abattu dans des circonstances qui demeurent mystérieuses à ce jour, car on n'a jamais mené d'enquête exhaustive et indépendante. Mais cet événement a lancé les hostilités.

Dans les jours qui ont suivi, des milliers de civils, des Tutsis, mais aussi des Hutus modérés, ont été ciblés et brutalement tués par des extrémistes hutus. Au cours des vingt-quatre premières heures, dix Belges parmi mes casques bleus ont été désarmés et battus à mort par des soldats et

des anciens combattants furieux vouant une haine viscérale à leurs anciens colonisateurs. L'empressement des États-Unis à quitter Mogadiscio, en Somalie, après le meurtre de dix-huit de leurs soldats six mois auparavant n'avait manifestement pas échappé aux extrémistes hutus. Cette attaque sélective relevait d'un calcul très précis : cibler les Belges, alors que toutes mes troupes, également vulnérables, auraient pu être attaquées, devait déclencher, au sein des pays ayant envoyé des casques bleus, une panique diplomatique, politique et médiatique suffisante pour qu'ils retirent leurs forces, mais insuffisante pour justifier un renforcement de ma mission onusienne.

De fait, la Belgique, tout comme la France, l'Italie, les États-Unis et d'autres, a immédiatement envoyé camions et avions pour évacuer ses soldats et ses ressortissants, abandonnant la mission et le peuple rwandais. Au total, la MINUAR a perdu plus de deux mille casques bleus. En se retirant, le Canada m'a envoyé une douzaine d'officiers d'état-major pour m'aider à reconstruire mon quartier général (QG), alors que j'avais demandé un bataillon de huit cents soldats. Nous n'étions plus que quatre cent cinquante, issus du Ghana et de la Tunisie principalement, avec aussi des Sénégalais, des Polonais et quelques autres ; tous ont courageusement accepté de rester.

L'ONU n'ayant pas su convaincre la communauté internationale de nous fournir du renfort, des ressources ou même des bénéfices politiques, le secrétaire général Boutros Boutros-Ghali, craignant de perdre d'autres casques bleus, m'a appelé, deux semaines après le début de ce qui était déjà

clairement à nos yeux d'observateurs privilégiés un génocide, pour m'ordonner de retirer le reste de mes troupes. J'ai refusé. Je ne pouvais pas abandonner ces gens à leur sort. Si nous ne pouvions pas faire grand-chose pour les aider, nous serions à tout le moins là comme témoins.

Alors que les massacres s'intensifiaient, notre petit groupe est donc resté sans ressources, sans énoncé de mission et sans autorité pour défendre les dizaines de milliers de civils affluant vers nos cinq zones protégées dans la capitale, Kigali. J'ai perdu cinq casques bleus de plus dans les semaines qui ont suivi. Des dizaines de milliers de civils rwandais étaient massacrés tous les jours. Nous ne dormions pas, nous ne mangions pas ; lorsque nous avons manqué d'eau potable, nous avons commencé à boire la rosée verte qui s'accumulait sur le toit à l'extérieur de mon bureau. La station de radio des Hutus extrémistes, la RTLM, enseignait bruyamment la façon d'utiliser sa machette pour infliger le plus de dommages avec le moins d'effort possible et de couper les extrémités (mains, pieds, parties génitales) pour assurer que les victimes meurent lentement, au bout de leur sang. Se posant en protecteurs, des Hutus menaient leurs voisins tutsis dans des églises dont les portes étaient ensuite barricadées pour assurer qu'aucun n'échappe au massacre.

Dans les trois mois qu'a duré le génocide, alors que des milliers d'individus étaient taillés en pièces à chaque heure et que les rats, gavés des cadavres jonchant les rues, devenaient gros comme des chiens, nous avons réussi à protéger quelque trente mille Rwandais ayant atteint une des cinq zones protégées que nous avons pu mettre sur pied

presque uniquement parce que nos casques bleus continuaient malgré tout d'en imposer.

J'ai demandé des renforts dans les rapports quotidiens que j'envoyais à l'ONU. J'ai imploré tous les journalistes étrangers que j'ai pu trouver de raconter ce qui arrivait. Ma mission consistait à répondre aux demandes d'évacuation des derniers ressortissants de l'ONU et de ses États membres, à négocier des cessez-le-feu et des trêves et à réclamer sans relâche la cessation des hostilités et la fin des meurtres gratuits. C'est en vain que j'ai attendu de l'aide. Personne ne voulait s'engager pour mettre fin au massacre, et beaucoup ont banalisé la situation en évoquant un « tribalisme » africain prévisible.

Le 4 juillet, le FPR tutsi a pris Kigali. Dans les deux semaines suivantes, il a établi un gouvernement provisoire à majorité tutsie et mis fin à la tuerie. Il avait vaincu les forces extrémistes de l'ancien gouvernement et chassé les *génocidaires** hutus.

J'ai raconté cette expérience en détail dans mon premier livre, *J'ai serré la main du diable*, montré l'influence qu'elle a eue sur mon travail dans mon deuxième, *Ils se battent comme des soldats, ils meurent comme des enfants* et révélé son impact sur ma vie dans mon troisième, *Premières lueurs*, mes mémoires consacrés à ma lutte contre le trouble de stress post-traumatique. Je ne me répéterai pas ici. Mais, puisque j'y étais, j'utiliserai de nouveau le Rwanda comme exemple. Avant, pendant et après les trois mois de ce génocide ayant fait huit cent mille morts, d'innombrables blessés

et quatre millions de déplacés, j'ai tenté avec l'énergie du désespoir, en tant que commandant des forces onusiennes, d'en arriver à une paix négociée. Pour tous ceux qui l'ont vécue, cette période a été un véritable enfer. L'explosion de violence a suivi le modèle implacable qui continue de nous enfermer dans un cycle sans fin de conflits : de la duperie initiale au déni qui perdure longtemps après que les armes se sont tues. Le Rwanda est devenu le prisme à travers lequel je vois le monde.

Le major Philip Lancaster a servi avec moi au Rwanda. Comme moi, il y a subi de graves blessures de stress opérationnel. Titulaire d'un doctorat en philosophie, il m'a aidé à utiliser l'allégorie de la caverne pour donner un sens à mon expérience du génocide.

Platon nous demande d'imaginer des prisonniers enfermés dans une caverne de manière que l'ombre des gens qui passent près d'un feu reflétée sur ses murs soit tout ce qu'ils voient du monde extérieur. N'ayant aucun autre moyen de meubler le temps, ils se parlent pour tenter de comprendre la signification des ombres. Même si aucun d'eux ne peut savoir qui sont les passants, des disputes éclatent alors que chacun tente de tirer des ombres et de son imagination un récit cohérent.

Fait troublant, c'est exactement ainsi que nous nous sentions en tant que gardiens de la paix des Nations unies enfermés dans un Rwanda secoué par les tensions qui allaient mener au génocide. Nous ne pouvions pas voir ce qui se passait réellement tout autour de nous. N'ayant

pas accès au portrait d'ensemble, nous avons dû nous contenter de fragments d'ombres.

Contrairement aux troglodytes de Platon, nous avons plusieurs sources d'information qu'il était possible de comparer. Nous tenions des dossiers et pouvions nous déplacer pour parler à des gens. Mais il a été impossible pour nous de découvrir toute la vérité parce qu'on nous a montré certaines ombres délibérément trompeuses, alors que d'autres ont été le fruit de nos illusions.

La réflexion, la recherche et le temps aidant, j'entrevois la sortie de la caverne. Dans cette partie de mon livre, fort des leçons que j'ai apprises à la dure, je veux lever le voile sur les échecs infernaux, élémentaires et, dans un monde idéal, évitables à l'origine de toutes les guerres et atrocités de masse. Conscients de ce qu'ils représentent, nous pourrions constater qu'ils ne sont que mensonges et dérobades toxiques à rejeter.

Comme le dit en d'autres mots *La Divine Comédie*, on doit descendre pour monter.

DUPERIE

*[L]e démon,
Parmi tout ce qu'il a de vices à foison,
Est surtout grand menteur et de mensonge père.*

DANTE, *ENFER*, CHANT XXIII
(*LA DIVINE COMÉDIE*, TOME I, P. 195)

La duperie est depuis toujours un moyen de survie. Pensez au chasseur de l'âge de pierre qui utilise des branches à des fins de camouflage ou à l'oiseau qui feint d'avoir une aile cassée pour attirer le prédateur loin de ses petits. Je ne suis pas naïf : je sais pertinemment que la duperie est souvent indispensable au succès d'une opération militaire. Il est permis de tromper délibérément l'ennemi afin de gagner un avantage tactique sur lui : on songe par exemple au recours à des subterfuges pour recueillir des renseignements ou pour prendre l'adversaire par surprise. Tous les acteurs d'un conflit s'y attendent.

Cependant, mes trente ans de réflexion sur le génocide rwandais et les enjeux qu'il soulève m'ont permis de comprendre que ma formation ne m'avait pas préparé à affronter des secrets et des mensonges aussi graves et complexes. M'avait-on trompé dès le début ? Est-il possible que j'aie non

seulement échoué à résoudre les problèmes, mais encore aggravé la situation, au point même d'avoir aidé les extrémistes à mon insu? Les Nations unies, nos chefs politiques et moi-même étions-nous tous voués à l'échec?

Avec le recul, je comprends maintenant qu'une de nos erreurs cruciales a été de trop vouloir, en tant qu'Occidentaux (faute d'un meilleur mot fourre-tout), imposer une solution simple et modérée fondée sur le partage du pouvoir et la démocratie. Nos idées préconçues sur la façon dont le monde « devrait » fonctionner nous ont poussés à croire que les leaders modérés du Rwanda trouveraient un moyen de s'entendre et que les extrémistes les suivraient dans cette voie. Pour ma part, j'étais sincèrement convaincu que les signataires des accords d'Arusha avaient comme objectif la paix, ou du moins la paix telle qu'ils l'entendaient.

Comme d'autres, je n'ai pas compris que derrière les négociateurs clés se cachaient des extrémistes convaincus d'être prisonniers d'une lutte existentielle qu'ils ne pouvaient se permettre de perdre. Incapables de bien mesurer la profondeur du gouffre entre les parties (ainsi qu'entre elles et nous), nous pensions avoir affaire à des désaccords réglables par le dialogue, la création d'un climat de confiance et le compromis. Non contents d'avoir pendant longtemps soumis les Rwandais à des divisions artificielles, les pays occidentaux leur imposaient désormais des solutions.

Cependant, je me demande aujourd'hui si des individus et des organisations ayant leurs propres intérêts en tête

n'ont pas délibérément alimenté notre optimisme naïf. Je dis « notre » parce que, en tant que commandant, je faisais partie d'un effort diplomatique et humanitaire beaucoup plus vaste, dirigé par des personnes bien intentionnées pour qui l'atteinte d'un règlement pacifique était souhaitable et possible. Avons-nous tous été trompés? Est-ce que la MINUAR a été une entreprise sincère ou un geste purement symbolique masquant les intérêts égoïstes de certains États membres du Conseil de sécurité de l'ONU?

Belges, Français et Américains ont publiquement déclaré leur appui aux accords de paix pour ensuite refuser à la mission les ressources dont elle avait besoin. Au cours des dernières semaines de négociations, les Américains ont pris une initiative tout aussi suspecte en lançant un ultimatum : les parties devaient s'entendre ou perdre le soutien de Washington. Savaient-ils qu'ils mettaient le feu aux poudres en exigeant un consensus instantané? Les négociateurs en Irlande du Nord et en Israël, par exemple, n'ont jamais été assujettis à un tel échéancier. Cette pression a-t-elle été une erreur de jugement de la part des Américains ou une tentative délibérée de faire échouer tout le processus? Quoi qu'il en soit, elle a certainement nui aux chances d'en arriver à une mise en œuvre pacifique et réussie des accords.

L'écart entre les espoirs qu'elles suscitent et leur capacité à livrer la marchandise place les Nations unies dans une situation difficile. Certains souhaitent qu'elles agissent comme le gouvernement du monde, d'autres comme son armée ou sa police. Mais l'ONU se compose de cent

quatre-vingt-treize États membres qui lui fournissent *ad hoc* l'argent et les troupes dont elle a besoin pour intervenir ; elle n'a donc ni l'autorité ni la capacité requises pour agir indépendamment. Vue de l'extérieur, elle peut avoir l'air d'une institution stable se consacrant à de grandes causes comme la faim dans le monde ; pourtant, ses membres ont des valeurs différentes et souvent inconciliables. Dès le début, il m'a semblé probable qu'elle soit aussi dysfonctionnelle que n'importe quelle grande organisation dirigée de façon collégiale par des intervenants disparates, mais j'ai été choqué de constater que la duperie ne se limitait pas aux États membres et avait également cours au sein des agences spécialisées de l'ONU elle-même.

Le major Brent Beardsley, mon adjoint administratif, a été pendant un certain temps le seul officier canadien affecté à ma mission par mon gouvernement, au lieu du bataillon d'infanterie que j'avais réclamé. En 1993, il m'a accompagné au siège de l'ONU, à New York, pour commencer à mettre sur pied notre mission à partir de rien. Notre ignorance du Rwanda et même de l'Afrique subsaharienne était totale. Pour nous, les seuls Grands Lacs se situaient entre le Canada et les États-Unis.

Avant Internet, il était nettement plus difficile d'accumuler les connaissances dont nous avons besoin, car celles-ci étaient l'apanage des départements universitaires, des groupes de réflexion, des organisations non gouvernementales (ONG) et des agences onusiennes. Chaque discipline, chaque organisation avait sa propre terminologie, conçue pour permettre des débats en profondeur au

sein de son cercle restreint d'experts, mais souvent incompréhensible pour les non-initiés. Depuis, j'ai réalisé que d'autres sources m'auraient permis de mieux reconnaître les intentions cachées et les mensonges, mais à l'époque je n'ai tout simplement pas su les trouver ; mon éducation, comme celle de la plupart des officiers de métier, ne m'avait pas appris où et comment chercher.

On peut trouver sur Internet de l'information fiable et des experts prêts à partager leur savoir, mais cet outil peut se révéler trompeur dans la mesure où il renferme des sources qui se contredisent. Il faut des compétences exceptionnelles en recherche pour distinguer le vrai du faux. De toute façon, ce n'était pas une option en 1993. Brent et moi avions espéré qu'à force de persévérer nous trouverions quelque part un dépôt de documents ultra-secrets qui nous aideraient dans notre mission, mais nous avons constaté qu'aucun diplomate ni fonctionnaire de l'ONU ne semblait bien connaître le Rwanda, petit pays sans importance stratégique. Ou peut-être les intéressés n'ont-ils tout simplement pas voulu partager leur savoir avec nous.

J'ai de nouveau vécu ce refus de partager l'information dix ans plus tard lorsque le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, m'a invité, avec l'archevêque Desmond Tutu, l'ancien ministre des Affaires étrangères australien Gareth Evans et quatre autres, à intégrer son Comité consultatif sur la prévention des génocides. Dès le début, on nous a mis des bâtons dans les roues : nous n'avons pu atteindre notre objectif noble (mais à mes yeux atteignable) parce que l'ONU elle-même ne nous a pas

autorisés à colliger l'information dont disposaient ses différentes agences. On nous a empêchés de réunir les données dont nous avons besoin pour nos analyses. Il nous semblait pertinent de cerner les signes annonciateurs d'une situation potentiellement catastrophique, qu'il s'agisse de données démographiques et économiques ou de tensions historiques exacerbées par l'imposition de frontières coloniales arbitraires. Nous avons échoué. Certaines duperies sont bien plus nocives encore, mais cette sournoise obstruction systématique m'a paru injustifiée et indigne d'une organisation comme l'ONU.

Par exemple, lorsque nous préparions notre mission, nous ignorions que la France et la Belgique, en vertu d'un accord de coopération militaire déjà ancien, soutenaient encore l'armée du gouvernement hutu, les Forces armées rwandaises (FAR), auxquelles elles fournissaient entraînement et armes malgré la série de massacres bien documentés dont elles s'étaient rendues coupables.

Le Royaume-Uni et les États-Unis avaient eux aussi des attachés militaires dans leurs ambassades des capitales ougandaise et rwandaise, respectivement. Leurs gouvernements possédaient certainement des informations détaillées qu'ils ont négligé de me transmettre, malgré leur « engagement » à l'égard de ma mission. Comme ceux de plusieurs autres États membres de l'ONU, dont les voisins du Rwanda, ils ne pouvaient ignorer complètement qu'on entraînait et mobilisait des milices hutues extrémistes, mais ils se sont tus. On peut se demander s'il s'agissait simplement d'un moyen de ne pas réellement contribuer à

une mission pour laquelle ils n'avaient aucun véritable intérêt ou plutôt d'une tentative délibérée de conserver de l'influence dans la région en appuyant une des parties belligérantes.

Depuis, plusieurs journalistes et historiens ont révélé en détail les machinations entreprises par la France pour conserver l'influence qu'elle exerçait dans la région grâce à son soutien, pendant vingt ans, au régime hutu du président Juvénal Habyarimana. En 2021, le rapport d'une commission créée par le gouvernement français a tiré les mêmes conclusions, lesquelles ont poussé le président Emmanuel Macron à demander aux Rwandais « le don de nous pardonner⁴ » pour les « responsabilités lourdes et accablantes⁵ » de la France dans le génocide.

Peu de temps après son accession au pouvoir en 1973, Habyarimana avait signé avec Paris une entente de coopération militaire en vertu de laquelle il a demandé à la France de soutenir son armée lors de l'invasion du FPR tutsi en 1990 et à nouveau lors des attaques de 1992 et 1993. Dans les années précédant mon déploiement, Français et Belges ont effectivement fourni entraînement et soutien aux forces gouvernementales; un petit bataillon français d'infanterie a été stationné à Kigali jusqu'à la mi-décembre 1993.

4. *Le Monde*, 27 mai 2021, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/05/27/emmanuel-macron-en-visite-au-rwanda-pour-tenter-de-solder-le-lourd-passif-lie-au-genocide-de-1994_6081681_3212.html. (N.d.T.)

5. Commission de recherche sur les archives françaises relatives au Rwanda et au génocide des Tutsi, *La France, le Rwanda et le génocide des Tutsi (1990-1994). Rapport remis au Président de la République le 26 mars 2021*, Paris, Armand Colin, 2021, p. 973. (N.d.T.)

« Si nous sommes incapables de nous entendre sur une stratégie cohérente qui nous permette d'anticiper et de désamorcer les conflits nous opposant les uns aux autres, comment croire que nous pouvons régler les problèmes affectant l'humanité tout entière ? »

Dans cet essai profondément humaniste, le lieutenant-général Roméo Dallaire élabore une réflexion sur le sens de la paix. À travers le prisme de sa propre vie, il identifie les facteurs idéologiques et politiques qui font obstacle à une paix et une sécurité durables au niveau international ainsi que le chemin à suivre pour les surmonter. Récit lucide et visionnaire, *La Paix* est le cri du cœur d'un guerrier qui a connu l'enfer, qui est passé par le purgatoire et qui espère nous guider vers un monde meilleur.



Commandant de la force de la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda lors du génocide de 1994, aujourd'hui membre de la Commission internationale pour la paix inclusive, célèbre défenseur mondial des droits de l'homme et ancien sénateur canadien, le lieutenant-général **Roméo Dallaire** est un auteur, un conférencier et un conseiller politique très respecté.

Jessica Dee Humphreys a collaboré à l'écriture de plusieurs des livres à succès du lieutenant-général Dallaire depuis 2010.

